



PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n° 17-DRCTAJ/1 - 557 portant autorisation unique

**autorisant la société FERME EOLIENNE DE THORIGNY à exploiter un parc éolien
sur les communes de Thorigny et Château-Guibert**

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2016-687 du 27 mai 2016 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévu par l'article 13 du décret n° 2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques ;

Vu la demande présentée en date du 20 novembre 2015 et complétée le 21 octobre 2016 par la société Ferme Éolienne de Thorigny, dont le siège social est 2 rue du Libre Echange - CS 95 893 - 31 506 TOULOUSE Cedex 5, en vue d'obtenir l'autorisation unique d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance totale de 9,6 MW ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 15 décembre 2016 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les délibérations des conseils municipaux ;

Vu le rapport en date du 7 juin 2017 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation sites et paysages en date du 29 juin 2017 ;

Vu l'accord du demandeur de proroger le délai de la décision conformément à l'article 40 du décret n°2014-450 susvisé ;

Vu les observations formulées par l'intéressé, en date du 19 juillet 2017, dans le délai de quinze jours à compter de la notification du projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1er de l'ordonnance n° 2014-355 susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L.311-5 du code de l'énergie ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L. 323-11 du code de l'énergie ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

CONSIDÉRANT que des dispositions spécifiques doivent être imposées afin de garantir les intérêts visés par l'article L.512-1 et en particulier la protection de l'avifaune, des chiroptères et des paysages ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le plan de bridage à certaines plages de vent et à certaines périodes de l'année sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de vacance du poste de préfet, l'intérim est assuré par le secrétaire général de la préfecture, conformément à l'article 45 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié.

Titre I

Dispositions générales

Article 1 : Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'approbation au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie ;

Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation unique

La société FERME ÉOLIENNE DE THORIGNY, dont le siège social est 2 rue du Libre Echange - CS 95 893 - 31 506 TOULOUSE Cedex 5, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 3 : Liste des installations concernées par l'autorisation unique

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales
	X	Y		
Aérogénérateur n° 1	373 480	6 620 135	Thorigny	ZC 21
Aérogénérateur n° 2	374 041	6 619 997	Thorigny	ZC 14
Aérogénérateur n° 3	374 140	6 619 406	Château-Guibert	YI 8
Aérogénérateur n° 4	373917	6 618 846	Château-Guibert	YH 7
Poste de livraison (PDL)	374 101	6 619 947	Thorigny	ZC 14

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Titre II

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Hauteur mât + nacelle : 93 m Hauteur en bout de pale : 149,4 m Puissance totale installée : 9,6 MW Nombre d'aérogénérateurs : 4	A

A : installation soumise à autorisation

Article 2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à

l'article 3.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société FERME ÉOLIENNE DE THORIGNY s'élève donc à :

$$M = 4 \times 50\,000 \times ((\text{Index}_n / \text{Index}_0) \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA}_0)) = 203\,253 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

- Index_n de février 2017 (paru le 14/05/2017 au JO) = 676,3 ;
- Index_0 de janvier 2011 = 667,7 ;
- TVA = 20 % ;
- TVA_0 = 19,6 %.

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 3 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

Article 3-1

Les travaux de défrichage, d'arrachage de haie et de terrassement sont interdits du 1^{er} mars au 31 juillet.

Article 3-2

En complément du suivi environnemental imposé par l'arrêté ministériel sectoriel, l'exploitant réalise, pendant les deux premières années suivant la mise en service du parc :

- un suivi de l'avifaune nicheuse, du 1^{er} avril à 31 juillet, à raison de deux passages par mois ;
- un suivi de l'avifaune migratrice, du 15 septembre à fin février, à raison d'un passage par mois ;
- une étude de l'activité des chiroptères en altitude.

L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées les rapports de suivi trente-huit mois après la mise en service industrielle du parc.

Article 3-3

Dans un délai de trois ans à compter de la mise en service du parc, l'exploitant est tenu de procéder à la plantation de :

- 600 m linéaires de haies d'essences locales, composée d'au moins 30 arbres têtards, en compensation de l'arrachage de 296 m linéaires de haies. Elles devront être implantées en priorité sur les communes d'implantation du projet et communes limitrophes ou, en second lieu sur les communes relevant des Communautés de Communes auxquelles elles sont rattachées.
- 1420 m linéaires de haies, en concertation avec les riverains, pour limiter la perception visuelle des éoliennes.

Ces haies devront être maintenues a minima pendant la durée de vie du parc.

Les justificatifs attestant de la mise en œuvre de ces mesures ainsi qu'un plan indiquant l'implantation de ces nouvelles haies devront être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois ans à compter de la mise en service industrielle du parc, puis tenus à disposition.

Article 3-4

L'exploitant met en place une mesure de conservation d'une prairie permanente de 0,7 ha, sur un secteur humide, pendant la durée de vie du parc. Il communique, à l'inspection des installations classées, les justificatifs de réalisation de cette mesure.

Article 4 : Niveaux acoustiques

L'exploitant est tenu, dans un délai de six mois suivant la mise en service industrielle du parc, de procéder à une campagne de mesures de bruit permettant de juger du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces mesures seront effectuées selon les dispositions précisées à l'article 28 de cet arrêté ministériel.

L'exploitant tient le rapport de mesures, de cette campagne, à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dépassement des valeurs limites autorisées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que son installation respecte la réglementation. L'exploitant précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. A la suite de ces actions correctives, une nouvelle campagne de mesures doit confirmer le respect des valeurs limites. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

Titre III

Dispositions particulières relatives au permis de construire au titre de l'article L 421-1 du code de l'urbanisme

Article 1

L'accès de l'éolienne n°4 : il sera nécessaire de supprimer une partie de la haie et il conviendra

d'agrandir le busage existant, d'empiercer et de revêtir l'ensemble de la patte d'oie ainsi créée.

Article 2

L'accès de l'éolienne n°3 : il s'agit de la création d'un accès qui sera situé en courbe intérieure, tout à fait réalisable sous condition d'y supprimer la haie existant sur environ 50 mètres en aval et autant en amont. Cet aménagement nécessitera un busage avec la pose de têtes d'aqueduc, empiercement et revêtement de la patte d'oie.

Article 3

L'accès situé à la « croix des planches » : la patte d'oie actuelle sera élargie, le fossé sera déplacé. Le pétitionnaire devra tenir compte de la présence d'accessoires de réseau d'adduction d'eau potable. L'élargissement sera empierré et revêtu.

Article 4

Toute intervention sur la RD29 devra faire l'objet d'une demande de permission de voirie à solliciter auprès de l'Agence Routière départementale Sud-Est (basée à Luçon) du Conseil départemental de Vendée, deux mois avant le début des travaux.

Titre IV

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie et d'approbation au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie

Article 1

Le projet d'ouvrage, de création d'une liaison électrique souterraine HTA (20 kV), d'environ 3,139 km, pour le raccordement interne du parc éolien de Thorigny et Château-Guibert, jusqu'au poste de livraison, sur les communes de Thorigny et de Château-Guibert, dans le département de la Vendée, est approuvé, tel que présenté par la société Ferme Éolienne de Thorigny dans le dossier de demande du 20 novembre 2015 et conformément aux engagements du pétitionnaire formalisés dans les compléments apportés au dossier, en date du 21 octobre 2016.

L'exécution des travaux correspondants est autorisée.

Article 2

Les travaux devront respecter les dispositions de l'arrêté du 17 mai 2001, modifié, fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 3 : Enregistrements des informations dans un système d'information géographique (SIG)

Conformément à l'article R 323-29 du code de l'énergie, le maître d'ouvrage, s'assurera de l'enregistrement, dans un système d'information géographique, des informations relatives à l'ouvrage et en adressera la preuve au service instructeur de l'autorisation unique.

Article 4 : Contrôles techniques

Conformément à l'article R 323-30 du code de l'énergie et son arrêté d'application du 14 janvier 2013, le maître d'ouvrage diligentera les contrôles techniques de l'ouvrage lors de la mise en service. Un exemplaire du compte-rendu des contrôles réalisés sera adressé au service instructeur de l'autorisation unique.

Article 5 : Déclarations préalables aux travaux

Conformément aux articles L.554-1 à L.554-4 et R554-1 et suivants du code de l'environnement, relatifs à la sécurité des réseaux, le maître d'ouvrage procédera aux déclarations préalables aux travaux de création de l'ouvrage, enregistrera ce dernier sur le guichet unique « <http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr> » et apportera la preuve de cet enregistrement au service instructeur de l'autorisation unique.

Titre V

Dispositions diverses

Article 1 : Caducité

Ce présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de cette autorisation :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Le délai peut être prorogé dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'Etat dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai.

En vue de l'information des tiers, la décision de prorogation du délai de mise en service prévue par le présent article fait l'objet des mesures de publicité prévues au 2° et au 4° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Si cette décision est acquise implicitement, la demande fait l'objet des mesures de publicité prévues

par l'article L. 232-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile-Gloriette CS 24111 – 44000 NANTES ::

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3 : Publicité

Un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Thorigny et Château-Guibert pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune de Thorigny et le maire de la commune de Château-Guibert feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Vendée l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Bessay, Bournezeau, Fougeré, Mareuil-sur-lay-Dissais, Les Pineaux, Rives-de-l'Yon, Le Tablier, La Chaize-le-Vicomte, La Couture, Moutiers-sur-le-Lay, Rosnay dans le département de la Vendée.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de la Vendée et aux frais de la société FERME EOLIENNE DE THORIGNY dans deux journaux diffusés dans le département.

L'affichage et la publication mentionnent également l'obligation prévue au II de l'article 1 de notifier, à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation unique.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de La Vendée, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Le Directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de Thorigny et le maire de Château-Guibert sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche sur Yeu le 09 AOUT 2017

~~Le Préfet,
Président
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de La Vendée~~

Vincent NIQUET

Arrêté n° 17-DRCTAJ/1-557 portant autorisation unique
autorisant la société FERME EOLIENNE DE THORIGNY à exploiter un parc éolien
sur les communes de Thorigny et Château-Guibert